

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 181

[C — 2000/29008]

**23 DECEMBRE 1999. — Décret-programme portant diverses mesures
concernant les fonds budgétaires,
l'enseignement, l'enfance et les fonds structurels (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Disposition relative aux Fonds budgétaires

Article 1^{er}. § 1^{er}. Des points 44 et 45 sont ajoutés au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, selon le tableau joint en annexe I au présent décret.

§ 2. Un point 46 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, selon le tableau joint en annexe II au présent décret.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives à l'enseignement

Section Ire. — Modifications à la législation de l'enseignement

Art. 2. Dans l'article 32, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, est ajouté un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier, hors enseignement universitaire, hors enseignement supérieur organisé dans les hautes écoles, est fixé pour l'année scolaire 1999-2000 au montant accordé pour l'année scolaire 1998-1999, tel qu'il a été établi sur la base de l'article 9 du décret-programme du 17 juillet 1998 portant diverses mesures concernant la gestion budgétaire, les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et la promotion de la santé, augmenté de 1 %. »

Art. 3. Dans l'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, est ajouté un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, c) et d), le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 1999-2000, au montant accordé pour l'année scolaire 1998-1999, tel qu'il a été établi sur la base de l'article 9 du décret-programme du 17 juillet 1998 portant diverses mesures concernant la gestion budgétaire, les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et la promotion de la santé, augmenté de 1 %. »

Art. 4. Les crédits de fonctionnement des écoles et des institutions d'enseignement de la Communauté française, autres qu'universitaires et autres qu'enseignement supérieur organisé dans les hautes écoles sont augmentés sur la même base que l'augmentation des subventions visées à l'article 32, §§ 3, alinéa 2, 3bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et à l'article 52, alinéa 2, de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux.

Art. 5. Dans l'article 6 de l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986, portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement alloués à l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné, modifié par les décrets du 9 novembre 1990, 20 décembre 1995, 25 juillet 1996, 27 octobre 1997 et 17 juillet 1998, les termes « à l'exception de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000 » sont remplacés par les termes « à l'exception de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001 ».

Art. 6. Dans l'article 64, dernier alinéa, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, les mots « au 1^{er} septembre 1999 » sont remplacés par les mots « au 1^{er} février 2000 ».

Art. 7. A l'article 8 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le § 1^{er}, dernier alinéa, les mots « au plus tard le 1^{er} décembre » sont remplacés par les mots « au plus tard le 1^{er} mars 2000 et au plus tard le 1^{er} décembre pour les années suivantes ».

2° Dans le § 2, 1^{er} alinéa, les mots « au plus tard le 1^{er} février » sont remplacés par les mots « au plus tard le 1^{er} avril 2000 et au plus tard le 1^{er} février pour les années suivantes ».

3° Dans le § 4, les mots « avant le 15 mars » sont remplacés par les mots « avant le 15 avril 2000 et avant le 15 mars pour les années suivantes ».

Art. 8. Dans l'article 9, § 3, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, les mots « avant le 15 mars » sont remplacés par les mots « avant le 15 avril 2000 et avant le 15 mars pour les années suivantes ».

Art. 9. A l'article 11, § 3, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le 1^{er} alinéa, les mots « avant le 15 mars » sont remplacés par les mots « avant le 15 avril 2000 et avant le 15 mars pour les années suivantes ».

2° Dans le 2^e alinéa, les mots « avant le 15 mars » sont remplacés par les mots « avant le 15 avril 2000 et avant le 15 mars pour les années suivantes ».

Art. 10. Dans l'article 12, § 3, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, les mots « avant le 15 mars » sont remplacés par les mots « avant le 15 avril 2000 et avant le 15 mars pour les années suivantes »

Section 2. — Modifications du décret du 5 août 1995 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement supérieur

Art. 11. L'article 1^{er} du décret du 5 août 1995 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement supérieur, remplacé par les décrets des 25 juillet 1996, 24 juillet 1997 et 17 juillet 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. En 1999-2000, pour l'application des normes d'encadrement et la détermination du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel administratif dans l'enseignement supérieur de type long, pour la fixation du nombre de périodes admissibles et pour la fixation du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif dans l'enseignement supérieur de type court, le nombre d'étudiants subsidiés pris en considération est le résultat de l'addition du nombre d'étudiants subsidiés au 1^{er} février 1997, au 1^{er} février 1998 et au 1^{er} février 1999, divisé par trois. »

Art. 12. L'article 2, du même décret, remplacé par les décrets des 25 juillet 1996, 24 juillet 1997 et 17 juillet 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. Pour l'année 1999-2000, le coefficient dont question à l'article 14, § 5, de la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long, telle qu'elle a été modifiée et à l'article 8, § 4, de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture telle qu'elle a été modifiée, est fixé à 84 pour toutes les institutions de l'enseignement supérieur de type long. »

Art. 13. L'article 3, du même décret, remplacé par les décrets des 25 juillet 1996, 24 juillet 1997 et 17 juillet 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Pour l'année 1999-2000, le coefficient dont question à l'article 5 de l'arrêté royal n° 79 du 21 juillet 1982 fixant le nombre global de périodes admissibles dans l'enseignement supérieur de type court de plein exercice organisé ou subventionné par l'Etat, est fixé à 70 pour tous les établissements de l'enseignement supérieur de type court. »

Section 3. — Modification du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 14. L'article 9 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est complété par l'alinéa suivant :

« Chaque année, préalablement à l'application du taux d'adaptation opérée en vertu des alinéas 1^{er} ou 2, le montant visé à l'alinéa 1^{er} intègre en outre :

1° à partir de l'année budgétaire 2000, les augmentations intercalaires de traitements attribuées au cours de la pénultième année budgétaire précédant l'année budgétaire concernée;

2° durant les années budgétaires 2000, 2001 et 2002, un complément correspondant à 0,6 % du montant visé à l'article 10.

CHAPITRE III. — Modification du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la naissance et de l'enfance

Art. 15. L'article 4, 4°, du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la naissance et de l'enfance, remplacé par le décret du 8 février 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« 4° une partie des contributions des parents ou des tiers dans le coût des services subventionnés par l'Office. Le Gouvernement arrête les montants de ces contributions et la partie de ces montants revenant à l'Office. Le Gouvernement établit une redistribution des contributions entre les services subventionnés par l'Office suivant les modalités qu'il détermine. Les modalités de perception des contributions sont déterminées par l'Office et soumises à l'approbation du Gouvernement; ».

CHAPITRE IV. — Dispositions relatives à la programmation budgétaire des cofinancements des interventions du Fonds social européen

Art. 16. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° « document de programmation » : une décision de la Commission européenne fixant les modalités d'intervention des Fonds structurels et décrivant les mesures et actions que les Etats membres s'engagent à développer grâce au concours de l'Union. Ces documents de programmation sont dénommés soit « programme opérationnel », soit « document unique de programmation »;

2° « comité de suivi » : l'instance partenariale instituée par chaque document de programmation, composée des ministres dont les compétences s'exercent dans les matières susceptibles d'un financement européen et du ou des représentants de la Commission européenne. Cette instance est chargée d'attribuer les aides européennes garanties par des financements publics de la Communauté française et d'agréer les bénéficiaires finals de ces interventions.

Art. 17. Le Gouvernement de la Communauté française attribue, lors du dernier exercice au cours duquel sont opérés les engagements des aides du Fonds social européen par les comités de suivi de chaque document de programmation, les aides et subventions correspondant au cofinancement public de la Communauté française dans la mise en œuvre des actions et des projets développés par les bénéficiaires finals agréés.

Art. 18. Les décisions du Gouvernement de la Communauté française prises en application de l'article 17 sont couvertes, pour chaque année budgétaire concernée, par les allocations de base ouvertes au sein des programmes budgétaires appropriés du budget de la Communauté française.

Art. 19. Chaque décision visée à l'article 18 identifie les bénéficiaires finals de l'intervention, les moyens financiers attribués, le ou les types de cofinancement nécessaire à la bonne fin des activités retenues.

Une liste exhaustive des décisions sera jointe en annexe au budget de la Communauté française pour chaque exercice concerné.

Art. 20. Les liquidations à charge des allocations de base ouvertes en application de l'article 18 doivent couvrir, par nature et par montant, les dépenses arrêtées pour chaque action et projet des bénéficiaires finals agréés.

CHAPITRE V. — *Disposition relative à la garantie de la Communauté française pour l'octroi des subsides par le commissariat au Tourisme du ministère de la Région wallonne*

Art. 21. Par application des arrêtés royaux du 14 février 1967 et du 24 septembre 1969 déterminant les conditions des subventions allouées pour le développement de l'équipement touristique, le Gouvernement de la Communauté française est habilité à garantir l'affectation des subventions octroyées par le commissariat au Tourisme du ministère de la Région wallonne à l'ASBL « Domaine de Seneffe — Musée de l'Orfèvrerie de la Communauté française » concernant la valorisation touristique du Domaine de Seneffe.

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

Art. 22. Les articles 5 à 13 produisent leurs effets au 1^{er} septembre 1999.

Les articles 16 à 21 produisent leurs effets au 1^{er} décembre 1999.

Les articles 1^{er} à 4, 14 et 15 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2000.

ANNEXE I DU PROJET DE DECRET-PROGRAMMA PORTANT DIVERSES MESURES CONCERNANT
LES FONDS BUDGETAIRES, L'ENSEIGNEMENT, L'ENFANCE ET LES FONDS STRUCTURELS

	Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
44	Fonds pour l'équipement de l'enseignement technique et professionnel (A)	Intervention de la Région wallonne en faveur des programmes d'actions en relation avec l'équipement de l'enseignement technique et professionnel	Réalisation de programmes d'actions en relation avec l'équipement de l'enseignement technique et professionnel.
45	Fonds pour l'équipement de l'enseignement technique et professionnel (A)	Intervention de la Commission communautaire française en faveur des programmes d'actions en relation avec l'équipement de l'enseignement technique et professionnel	Réalisation de programmes d'actions en relation avec l'équipement de l'enseignement technique et professionnel.

ANNEXE II DU PROJET DE DECRET-PROGRAMME PORTANT DIVERSES MESURES CONCERNANT
LES FONDS BUDGETAIRES, L'ENSEIGNEMENT, L'ENFANCE ET LES FONDS STRUCTURELS

	Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
44	Fonds pour l'équipement des hautes écoles - Intervention de la Région wallonne (A)	Intervention de la Région wallonne en faveur des programmes d'actions en relation avec l'équipement des hautes écoles	Réalisation de programmes d'actions en relation avec l'équipement des hautes écoles

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 23 décembre 1999.

Le Ministre-Président,
chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
F. DUPUIS

La Ministre de l'Audiovisuel,
C. DE PERMENTIER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale,
Y. YLIEFF

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
N. MARECHAL

Note

(1) *Session 1999-2000.*

Documents du Conseil. — Projet de décret-programme, n° 32-1. — Amendements de commission, n° 32-2. — Avis des commissions, n° 32-3 à 5. — Rapport, n° 32-6. — Amendement de séance, n° 32-7.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance des 21 et 22 décembre 1999. — Adoption. Seance du 22 décembre 1999.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 181

[C — 2000/29008]

23 DECEMBER 1999. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, onderwijs, kindervelzijn en structuurfondsen (1)

De Franse Gemeenschapsraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Bepaling betreffende de Begrotingsfondsen

Artikel 1. § 1. Punten 44 en 45 worden toegevoegd aan de tabel die gaat bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende de begrotingsfondsen die zijn opgenomen in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, volgens de tabel die gaat als bijlage I bij dit decreet.

§ 2. Punt 46 wordt toegevoegd aan de tabel die gaat bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende de begrotingsfondsen die zijn opgenomen in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, volgens de tabel die gaat als bijlage II bij dit decreet.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende het onderwijs

Afdeling 1. — Wijzigingen aan de onderwijswetgeving

Art. 2. Onder artikel 32, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt een nieuw lid toegevoegd waarvan de tekst luidt als volgt :

« In afwijking van het eerste lid wordt de werkingstoelage die wordt toegekend per regelmatige leerling, buiten het universitair onderwijs en buiten het hoger onderwijs dat wordt verstrekt in hogescholen, voor het schooljaar 1999-2000 vastgesteld op het bedrag dat is toegekend voor het schooljaar 1998-1999 en dat is vastgelegd op grond van artikel 9 van het programmadecreet van 17 juli 1998 houdende bepaalde maatregelen betreffende het budgettair beheer, de begrotingsfondsen, de schoolgebouwen, het onderwijs en de gezondheidsvoorlichting, verhoogd met 1 %. »

Art. 3. Onder artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, wordt een nieuw lid toegevoegd waarvan de tekst luidt als volgt :

« In afwijking van het eerste lid, *c)* en *d)*, worden de toelagen voor het schooljaar 1999-2000 vastgesteld op het bedrag dat is toegekend voor het schooljaar 1998-1999 en dat is vastgelegd op grond van artikel 9 van het programmadecreet van 17 juli 1998 houdende bepaalde maatregelen betreffende het budgettair beheer, de begrotingsfondsen, de schoolgebouwen, het onderwijs en de gezondheidsvoorlichting, verhoogd met 1 %. »

Art. 4. De werkingskredieten van de scholen en onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap, andere dan universiteiten en andere dan hoger onderwijs dat wordt verstrekt in de hogescholen, worden verhoogd op dezelfde basis als de toelagen zoals bedoeld in artikel 32, §§ 3, tweede lid, *3bis*, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en in artikel 52, tweede lid, van het koninklijk besluit van 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra.

Art. 5. In artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986 houdende bepalingen betreffende de werkmiddelen die worden toegekend aan het Rijksonderwijs en de werkingstoelagen die worden toegekend aan het gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij de decreten van 9 november 1990, 20 december 1995, 25 juli 1996, 27 oktober 1997 en 17 juli 1998, worden de woorden « met uitzondering van artikel 1, dat in werking treedt op 1 januari 2000 » vervangen door « met uitzondering van artikel 1, dat in werking treedt op 1 januari 2001 ».

Art. 6. In artikel 64, laatste lid, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de woorden « op 1 september 1999 » vervangen door de woorden « op 1 februari 2000 ».

Art. 7. In artikel 8 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, laatste lid, worden de woorden « ten laatste op 1 december » vervangen door « ten laatste op 1 maart 2000 en ten laatste op 1 december voor de volgende jaren ».

2° In § 2, eerste lid, worden de woorden « ten laatste op 1 februari » vervangen door « ten laatste op 1 april 2000 en ten laatste op 1 februari voor de volgende jaren ».

3° In § 4 worden de woorden « vóór 15 maart » vervangen door « vóór 15 april 2000 en vóór 15 maart voor de volgende jaren ».

Art. 8. In artikel 9, § 3, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de woorden « vóór 15 maart » vervangen door « vóór 15 april 2000 en vóór 15 maart voor de volgende jaren ».

Art. 9. In artikel 11, § 3, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « vóór 15 maart » vervangen door « vóór 15 april 2000 en vóór 15 maart voor de volgende jaren ».

2° In het tweede lid worden de woorden « vóór 15 maart » vervangen door « vóór 15 april 2000 en vóór 15 maart voor de volgende jaren ».

Art. 10. In artikel 12, § 3, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de woorden « vóór 15 maart » vervangen door « vóór 15 april 2000 en vóór 15 maart voor de volgende jaren ».

Afdeling 2. — Wijzigingen aan het decreet van 5 augustus 1995 houdende verschillende dringende maatregelen inzake hoger onderwijs

Art. 11. Artikel 1 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende verschillende dringende maatregelen inzake hoger onderwijs, vervangen door de decreten van 25 juli 1996, 24 juli 1997 en 17 juli 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Voor de toepassing van de omkaderingsnormen en de bepaling van het aantal betrekkingen in de ambten van het administratief personeel van het hoger onderwijs van het lange type, voor de vaststelling van het aantal toelaatbare lesuren en voor de vaststelling van het aantal betrekkingen in de ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel in het hoger onderwijs van het korte type, is in 1999-2000 het aantal in aanmerking genomen subsidieerbare studenten gelijk aan de som van het aantal subsidieerbare studenten op 1 februari 1997, 1 februari 1998 en 1 februari 1999 gedeeld door drie. »

Art. 12. Artikel 2 van datzelfde decreet, vervangen door de decreten van 25 juli 1996, 24 juli 1997 en 17 juli 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 2. Voor het jaar 1999-2000 wordt de coëfficiënt zoals bedoeld in artikel 14, § 5, van de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs en inzonderheid van het hoger technisch onderwijs en het hoger landbouwonderwijs van het lange type, zoals gewijzigd, en in artikel 8, § 4, van de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het architectuuronderwijs, zoals gewijzigd, vastgesteld op 84 voor alle instellingen voor hoger onderwijs van het lange type. »

Art. 13. Artikel 3 van ditzelfde decreet, vervangen door de decreten van 25 juli 1996, 24 juli 1997 en 17 juli 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. Voor het jaar 1999-2000 wordt de coëfficiënt zoals bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 79 van 21 juli 1982 tot vaststelling van het globale aantal toelaatbare lesuren in het voltijds hoger onderwijs van het korte type, ingericht of gesubsidieerd door de Staat, vastgesteld op 70 voor alle instellingen voor hoger onderwijs van het korte type. »

Afdeling 3. — Wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen die zijn ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 14. Artikel 9 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen die zijn ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voorafgaand aan de toepassing van de aanpassingscoëfficiënt die wordt gehanteerd krachtens het eerste en tweede lid, omvat het in het eerste lid bedoelde bedrag daarenboven jaarlijks :

1° met ingang van het begrotingsjaar 2000 : de toegevoegde weddeverhogingen die zijn toegekend in de loop van het voorlaatste begrotingsjaar voorafgaand aan het desbetreffende begrotingsjaar;

2° gedurende de begrotingsjaren 2000, 2001 en 2002 : een aanvulling die overeenkomt met 0,6 % van het in artikel 10 bedoelde bedrag. »

HOOFDSTUK III. — Wijziging van het decreet van 30 maart 1983 tot oprichting van het « Office de la naissance et de l'enfance »

Art. 15. Artikel 4, 4°, van het decreet van 30 maart 1983 tot oprichting van het « Office de la naissance et de l'enfance », vervangen door het decreet van 8 februari 1999, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° een deel van de bijdragen van de ouders of derden in de kosten van de diensten die worden gesubsidieerd door het « Office ». De Regering legt de bedragen van deze bijdragen vast alsook het deel van deze bedragen dat het « Office » toekomt. De Regering legt een herverdeling vast van de bijdragen tussen die diensten die door het « Office » worden gesubsidieerd volgens de door hem bepaalde modaliteiten. De modaliteiten voor de inning van de bijdragen worden bepaald door het « Office » en dienen aan de Regering ter goedkeuring te worden voorgelegd; ».

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen betreffende het begrotingsprogramma van de cofinancieringen van de tegemoetkomingen van het Europees Sociaal Fonds

Art. 16. In de zin van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° « programmadocument » : beslissing van de Europese Commissie tot vaststelling van de modaliteiten inzake de tegemoetkoming vanwege de Structuurfondsen en ter beschrijving van de maatregelen en acties die de lidstaten willen verwezenlijken met steun van de Unie. Deze programmadocumenten worden hetzij « werkprogramma » hetzij « enig programmadocument » genoemd »;

2° « opvolgingscomité » : de partnerinstantie die is ingesteld naar aanleiding van elk programmadocument en die bestaat uit de ministers die bevoegd zijn voor de aangelegenheden die in aanmerking komen voor financiering vanwege Europa en uit de vertegenwoordiger(s) van de Europese Commissie. Deze instantie is belast met de toekenning van de Europese steun waarvoor de openbare financiering vanwege de Franse Gemeenschap borg staat alsook met de erkenning van de uiteindelijke begunstigden van deze tegemoetkomingen.

Art. 17. In het laatste boekjaar waarin de steun vanwege het Europees Sociaal Fonds wordt vastgelegd door de opvolgingscomités van elk programmadocument, verleent de Franse Gemeenschapsregering de steun en toelagen die overeenstemmen met de openbare cofinanciering vanwege de Franse Gemeenschap voor de uitvoering van de acties en projecten die zijn uitgewerkt door de erkende uiteindelijke begunstigden.

Art. 18. De beslissingen die de Franse Gemeenschapsregering heeft genomen bij toepassing van artikel 17, zijn voor de desbetreffende begrotingsjaren gedeekt door de basisallocaties die zijn geopend binnen de gepaste begrotingsprogramma's van de Franse Gemeenschap

Art. 19. De beslissingen zoals bedoeld in artikel 18 definiëren de uiteindelijke begunstigden van de tegemoetkoming, de toegekende financiële middelen en de vorm(en) van cofinanciering die noodzakelijk is om de in aanmerking genomen activiteiten tot een goed einde te brengen.

Een uitvoerige lijst van de beslissingen gaat als bijlage bij de begroting van de Franse Gemeenschap voor elk dienstjaar.

Art. 20. De uitbetalingen ten laste van de basisallocaties die geopend zijn overeenkomstig artikel 18 dienen de uitgaven die zijn vastgelegd voor elke actie en project van de erkende uiteindelijke begunstigden per type en per bedrag te dekken.

HOOFDSTUK V. — *Bepaling betreffende de garantie van de Franse Gemeenschap voor de toekenning van de subsidies door het commissariaat voor Toerisme van het ministerie van het Waals Gewest*

Art. 21. Bij toepassing van de koninklijke besluiten van 14 februari 1967 en van 24 september 1969 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidies die worden toegekend voor de uitbouw van de toeristische voorzieningen, is de Franse Gemeenschapsregering gemachtigd om borg te staan voor de aanwending van de subsidies die door het commissariaat voor Toerisme van het ministerie van het Waalse Gewest zijn toegekend aan de VZW « Domaine de Seneffe – Musée de l'Orfèverie de la Communauté française » in het raam van de toeristische opwaardering van het Domaine de Seneffe.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepaling*

Art. 22. Artikelen 5 tot 13 worden van kracht op 1 september 1999.

Artikelen 16 tot 21 worden van kracht op 1 december 1999.

Artikelen 1 tot 4, 14 en 15 worden van kracht op 1 januari 2000.

BIJLAGE I BIJ HET ONTWERP VAN PROGRAMMADECREET HOUDENDE VERSCHILLENDE MAATREGELLEN BETREFFENDE DE BEGROTINGSFONDSEN, ONDERWIJS, KINDERWELZIJN EN DE STRUCTUURFONDSEN

	Benaming van het Begrotingsfonds	Aard van de aangewende ontvangsten	Doel van de toegelaten uitgaven
44	Fonds voor de uitrusting van het technisch en beroepsonderwijs (A)	Tegemoetkoming van het Waalse Gewest ten gunste van de actieprogramma's met betrekking tot de uitrusting van het technisch en beroepsonderwijs	Uitvoering van de actieprogramma's met betrekking tot de uitrusting van het technisch en beroepsonderwijs
45	Fonds voor de uitrusting van het technisch en beroepsonderwijs (A)	Tegemoetkoming van de Franse Gemeenschapscommissie ten gunste van de actieprogramma's met betrekking tot de uitrusting van het technisch en beroepsonderwijs	Uitvoering van de actieprogramma's met betrekking tot de uitrusting van het technisch en beroepsonderwijs

BIJLAGE II BIJ HET ONTWERP VAN PROGRAMMADECREET HOUDENDE VERSCHILLENDE MAATREGELLEN BETREFFENDE DE BEGROTINGSFONDSEN, ONDERWIJS, KINDERWELZIJN EN DE STRUCTUURFONDSEN

	Benaming van het Begrotingsfonds	Aard van de aangewende ontvangsten	Doel van de toegelaten uitgaven
44	Fonds voor de uitrusting van de hogescholen – Tegemoetkoming van het Waalse Gewest (A)	Tegemoetkoming van het Waalse Gewest ten gunste van de actieprogramma's met betrekking tot de uitrusting van de hogescholen	Uitvoering van de actieprogramma's met betrekking tot de uitrusting van de hogescholen

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Brussel, 23 december 1999.

De Minister-Voorzitter,
belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
R. COLLIGNON

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met Lager Onderwijs, Opvang en Opdrachten van het O.N.E.
J.-M. NOLLET

De Minister van Middelbaar Onderwijs, Kunsten en Letteren,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek,
F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele sector,
C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,
Y. YLIEFF

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,
N. MARECHAL

—
Nota

(1) Zitting 1999-2000.

Documenten van de Raad. — Ontwerp van programmadecreet, nr. 32-1. — Amendementen van de commissie, nr. 32-2. — Advies van de commissies, nrs. 32-3 tot 5. — Verslag, nr. 32-6. — Amendement van zitting, nr. 32-7.

Integrale verslagen. — Bespreking. Zitting van 21 en 22 december 1999. — Aanneming. Zitting van 22 december 1999.